

La dimension politique comprend le développement d'une structure étatique basée sur une interprétation djihadiste de la Sharia et l'organisation d'attentats dirigés contre les pays qui participent à la coalition militaire contre l'EI.

L'attentat s'inscrit dans le cadre de l'appel lancé par l'EI afin de perpétrer des attentats en Occident. Un message audio diffusé en septembre 2014 exhorte à tuer, de n'importe quelle manière, les infidèles.

*Il a été attenté à des personnes :*

Il a été attenté à des personnes en les blessant et en voulant les tuer.

*L'objectif était de créer un climat d'insécurité, de faire pression sur les autorités et d'entraver le fonctionnement normal d'un service :*

Il ressort de l'idéologie de l'EI que l'objectif poursuivi est de créer un climat d'insécurité et de faire pression sur les autorités pour qu'elles se retirent de la coalition militaire contre l'EI.

Le fait de blesser des agents au point que ceux-ci se retrouvent en incapacité de travail (temporaire ou permanente) entrave le fonctionnement normal d'un service.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit contre la présente décision dans un délai de soixante jours à compter de sa publication. La requête doit être envoyée, sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

De politieke dimensie behelst de uitbouw van een staatsstructuur gebaseerd op hun jihadistische interpretatie van de Sharia, en tevens de aanvallen tegen de landen die deelnemen aan de militaire coalitie tegen IS.

De aanslag kadert in de oproep van IS om aanslagen in het Westen te plegen. In een audioboodschap van september 2014 wordt daarbij opgeroepen om op eender welke manier ongelovigen om te brengen.

*Er werd geweld gepleegd op personen:*

In de aanslag werd er geweld gepleegd op personen door hen te verwonden en hen te willen doden.

*Het was de bedoeling om een klimaat van onveiligheid te scheppen, de overheid onder druk te zetten en de normale werking van een dienst te belemmeren:*

Uit de ideologie van IS blijkt dat het de bedoeling is om een klimaat van onveiligheid te scheppen en de overheid onder druk te zetten om niet langer deel te nemen aan de militaire coalitie tegen IS.

Het verwonden van agenten zodoende dat zij (tijdelijk of blijvend) werk onbekwaam zijn, belemmert de normale werking van een dienst.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C – 2017/10098]

**10 JANVIER 2017. — Arrêté royal portant des mesures de promotion de la participation et de l'activation sociale des usagers des services des centres publics d'action sociale pour l'année 2017**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, l'article 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 janvier 2017;

Considérant que l'exclusion des personnes défavorisées se situe dans tous les domaines de la vie, y compris la vie sociale et culturelle et les réseaux numériques;

Considérant que la participation à la société de l'information est un droit élémentaire constitutif de la dignité humaine;

Considérant que la promotion de la participation et de l'activation sociale des usagers fait partie de la mission des centres publics d'action sociale;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration Sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de cet arrêté sont entendus sous :

- le centre : le centre public d'action sociale;
- l'utilisateur : la personne qui fait usage des services publics relevant des missions du centre, sous quelle que forme que ce soit;
- le financement : paiement d'une action soit par la prise en charge des frais soit par la remise d'un chèque.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING  
EN SOCIALE ECONOMIE**

[C – 2017/10098]

**10 JANUARI 2017. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de participatie en sociale activering van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor het jaar 2017**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 december 2016 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 57, § 1, tweede lid;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 januari 2017;

Overwegende dat de uitsluiting van de mensen die in armoede leven zich op alle domeinen van het leven situeert, met inbegrip van het sociale en culturele leven en de digitale netwerken;

Overwegende dat de deelname aan de informatiemaatschappij een elementair recht is dat deel uitmaakt van de menselijke waardigheid;

Overwegende dat het bevorderen van de participatie en sociale activering van de gebruikers tot de opdracht van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn behoort;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- het centrum : het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- de gebruiker : de persoon die gebruik maakt van gelijk welke vorm van de openbare dienstverlening behorend tot de opdrachten van het centrum;
- de financiering : bekostiging van een activiteit, hetzij door ten laste nemen van de kosten hetzij door het uitreiken van een cheque.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Une subvention est octroyée aux centres en vue de favoriser la participation et l'activation sociale de leurs usagers.

Ils peuvent utiliser cette subvention pour :

- 1° le financement total ou partiel de la participation des usagers à des manifestations sociales, sportives ou culturelles;
- 2° le financement total ou partiel de la participation des usagers à des associations sociales, culturelles ou sportives y compris les cotisations et les fournitures et équipements nécessaires à cette participation;
- 3° le soutien et le financement des initiatives du ou pour le groupe-cible au niveau social, culturel ou sportif;
- 4° le soutien et le financement des initiatives qui favorisent l'accès et la participation du groupe-cible aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

§ 2. Cette subvention peut également couvrir le financement de l'organisation de modules collectifs, lesquels peuvent compléter le soutien individuel proposé dans le cadre des projets individualisés d'intégration sociale.

§ 3. Cette subvention peut aussi être utilisée par les centres pour les activités liées à l'aide en matière de lutte contre la pauvreté chez les enfants des usagers des centres :

- 1° le financement total ou partiel d'une aide sociale en vue de permettre aux enfants des usagers une intégration sociale par la participation à des programmes sociaux.

Sont ainsi visées :

- l'aide sociale dans le cadre de la participation à des programmes sociaux;
- l'aide sociale dans le cadre d'un soutien scolaire;
- l'aide sociale dans le cadre d'un soutien psychologique pour l'enfant ou pour les parents dans le cadre de la consultation avec un spécialiste;
- l'aide sociale dans le cadre d'un soutien paramédical;
- l'aide à l'achat d'outil et de jeux pédagogiques.

- 2° le financement total ou partiel d'initiatives avec ou en faveur des enfants des usagers en vue de favoriser leur intégration sociale. Sont ainsi visés les frais relatifs à la mise en place d'actions visant à intégrer socialement les enfants défavorisés.

Le centre est libre de déterminer les groupes prioritaires qui se trouvent dans une situation défavorisée et qui nécessitent une intervention.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour la réalisation des fins visées à l'article 2, une subvention de quinze millions neuf cent six mille neuf cent nonante-cinq (15.906.995) euros, est octroyée aux centres.

Cette subvention est imputée au crédit inscrit au budget général des dépenses pour l'année 2017, section 44, division organique 55/1, allocation de base 44.55.11.43.52.01.

§ 2. La subvention visée au § 1<sup>er</sup> est répartie parmi les centres conformément à la clé de répartition suivante :

- 75 % sur la base du nombre d'ayants droit à un revenu d'intégration visés par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, ou à une aide sociale financière remboursée par l'Etat dans le cadre de l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale dans la commune en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- 25 % sur la base du nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance visés à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, dans la commune en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les montants sont arrondis à l'unité d'euro.

La répartition par centre est jointe en annexe au présent arrêté.

**Art. 2.** § 1. Een subsidie wordt toegekend aan de centra om de participatie en sociale activering van hun gebruikers te bevorderen.

Zij kunnen deze subsidie aanwenden voor :

- 1° de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, sportieve of culturele manifestaties;
- 2° de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, culturele of sportieve verenigingen met inbegrip van lidgeld en de voor de deelname noodzakelijke benodigdheden en uitrustingen;
- 3° de ondersteuning en de financiering van initiatieven van of voor de doelgroep op sociaal, cultureel of sportief vlak;
- 4° de ondersteuning en de financiering van initiatieven die de toegang en de participatie van de doelgroep tot de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën bevorderen.

§ 2. Deze subsidie kan ook aangewend worden voor de financiering van het organiseren van collectieve modules dewelke de individuele begeleiding in het kader van de geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie kunnen aanvullen.

§ 3. Deze subsidie kan ook aangewend worden door de centra voor de activiteiten gelinkt aan de steun inzake de strijd tegen armoede bij de kinderen van hun gebruikers :

- 1° de volledige of gedeeltelijke financiering van maatschappelijke dienstverlening om de maatschappelijke integratie van kinderen van gebruikers via deelname aan sociale programma's te bevorderen.

Worden inzonderheid bedoeld :

- de maatschappelijke dienstverlening in het kader van de deelname aan sociale programma's;
- de maatschappelijke dienstverlening in het kader van onderwijsondersteuning;
- de maatschappelijke dienstverlening in het kader van psychologische ondersteuning voor het kind of voor de ouders in het kader van de raadpleging van een specialist;
- de maatschappelijke dienstverlening in het kader van paramedische ondersteuning;
- de steun bij de aankoop van pedagogisch materiaal en spellen.

- 2° de volledige of gedeeltelijke financiering van initiatieven met of voor kinderen van gebruikers om hun maatschappelijke integratie te bevorderen. Worden inzonderheid bedoeld de kosten voor het opzetten van acties met het oog op de sociale integratie van kansarme kinderen.

Het staat het centrum vrij om de prioritaire doelgroepen die zich in een achtergestelde situatie bevinden en waarvoor een interventie noodzakelijk is, af te bakenen.

**Art. 3.** § 1. Voor de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikel 2 wordt een subsidie van vijftien miljoen negenhonderdenzes-duizend negenhonderdvijfennegentig (15.906.995) euro aan de centra toegekend.

Deze subsidie wordt aangerekend op het krediet ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2017, sectie 44, organisatie-afdeling 55/1, basisallocatie 44.55.11.43.52.01.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 wordt onder de centra verdeeld overeenkomstig volgende verdeelsleutel :

- 75 % op basis van het aantal gerechtigden op een leefloon als bedoeld door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, of op een financiële maatschappelijke hulp terugbetaald door de staat in het kader van artikel 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in de gemeente op datum van 1 januari 2016;
- 25 % op basis van het aantal rechthebbenden op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming als bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, in de gemeente op 1 januari 2016.

De bekomen bedragen worden afgerond op eenheden van één euro.

De verdeling per centrum wordt als bijlage aan dit besluit gevoegd.

§ 3. Le centre doit consacrer le montant de la subvention octroyée, calculé sur base du § 2, comme suit:

- 1° Au minimum 25 % de ce montant doit être consacré à des activités décrites à l'article 2, § 3;
- 2° Entre 25 % et 50 % de ce montant doit être consacré à des activités décrites à l'article 2, § 2;
- 3° Le solde restant peut être dépensé à la discrétion du centre, à condition que ce soit pour les activités visées aux articles 2, § 1, 1° à 4° et 2, § 3.

L'alinéa précédent n'est pas d'application pour les centres dont le montant de la subvention octroyée, calculé sur base du § 2, est égal ou inférieur à 5.000 €.

§ 4. Si, pour un des minima prévus au § 3, le centre consacre moins de moyens aux activités qui y sont décrites, la différence entre le minimum requis et le pourcentage effectivement consacré est déduit du montant de la subvention calculé sur base du § 2.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Une avance de 50 % du montant calculé sur base de l'article 3, § 2, est versée au centre à l'entrée en vigueur de la mesure.

§ 2. Un solde de 50 % au maximum, du montant calculé sur base de l'article 3, § 2, est versé au centre après approbation d'un rapport final introduit comme fixé à l'article 7.

**Art. 5.** En application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le centre peut conclure des conventions de coopération avec des organisations qui ont pour but la promotion de la participation sociale, culturelle et sportive des personnes défavorisées et leur accès aux nouvelles technologies d'information et de communication.

Ils peuvent confier la réalisation d'une partie ou de la totalité des objectifs visés à l'article 2 à ce partenaire, qui est indemnisé pour ses frais.

Les frais de gestion représentent au maximum 10 % de cette indemnisation.

Le cas échéant, la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est d'application.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de personnel peuvent être imputés aux frais concernant les activités.

Le montant maximal pouvant être imputé conformément à l'article 3, § 3, est de :

- 1° 10 % pour les activités définies aux articles 2, § 1, 1° à 4° et 2, § 3;
- 2° 100 % pour les activités définies à l'article 2, § 2.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas d'application pour les centres dont le montant de la subvention octroyée, calculé sur base de l'article 3, § 2, est égal ou inférieur à 5.000 €.

§ 3. Les indemnités des personnes associées à la réalisation des objectifs sans faire partie du personnel du centre, peuvent être considérées comme frais de fonctionnement et sont, à ce titre, éligibles dans le cadre de la subvention.

§ 4. Une participation éventuelle aux frais par les usagers ou d'autres participants doit être déduite des frais justifiés.

§ 5. Des investissements et des achats durables peuvent être pris en charge à hauteur de 500 euros hors TVA maximum.

§ 6. La liquidation des frais couverts par cet arrêté doit avoir lieu pendant la durée de cet arrêté.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. En vue de justifier l'utilisation des subventions, le centre fournit pour le 28 février 2018 un rapport électronique comportant les données des activités et un aperçu financier. Ce rapport doit être transmis par l'application web « Rapport Unique ».

Les pièces justificatives originales restent à disposition en vue du contrôle de l'utilisation de la subvention.

Dans son rapport électronique, le centre peut mentionner toutes les activités qui répondent aux objectifs de la subvention, même s'il apparaît dans l'aperçu financier que la somme de ces activités dépasse, pour un ou plusieurs objectifs, la subvention octroyée au centre. Ce surplus des activités est traité conformément à l'article 8.

§ 3. Het centrum dient het hem toegekende bedrag van de subsidie, berekend op basis van § 2, te besteden als volgt :

- 1° Minimaal 25 % van dit bedrag dient besteed te worden aan activiteiten zoals omschreven in artikel 2, § 3;
- 2° Tussen 25 % en 50 % van dit bedrag dient besteed te worden aan activiteiten zoals beschreven in artikel 2, § 2;
- 3° Het restsaldo is te besteden naar vrije keuze van het centrum op voorwaarde dat de activiteiten binnen de doelstellingen van de artikelen 2, § 1, 1° tot 4° en 2, § 3 vallen.

Het vorig lid is niet van toepassing op centra waarvan het hen toegekend bedrag van de subsidie, berekend op basis van § 2, gelijk is aan of minder bedraagt dan 5.000 €.

§ 4. Indien het centrum voor één van de minima voorzien in § 3 minder besteedt aan de hierin omschreven activiteiten, dan wordt het verschil tussen het vereiste minimum en het werkelijk bestede percentage in mindering gebracht van het bedrag van de subsidie, berekend op basis van § 2.

**Art. 4.** § 1. Een voorschot van 50 % van het op basis van artikel 3, § 2, berekend bedrag, wordt aan het centrum overgemaakt bij de inwerkingtreding van de maatregel.

§ 2. Een saldo van ten hoogste 50 % van het op basis van artikel 3, § 2, berekend bedrag, wordt uitgekeerd aan het centrum na goedkeuring van een eindverslag ingediend zoals bepaald in artikel 7.

**Art. 5.** In toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan het centrum samenwerkingsverbanden afsluiten met organisaties die de sociale, culturele en sportieve participatie en de toegang tot nieuwe informatie- en communicatietechnologieën voor mensen die in armoede leven als doelstelling hebben.

Zij kunnen de verwezenlijking van een deel of het geheel van de doelstellingen bedoeld in artikel 2 toevertrouwen aan deze partner, die voor de gemaakte kosten wordt vergoed.

De beheerskosten vertegenwoordigen ten hoogste 10 % van deze vergoeding.

In voorkomend geval is de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen van toepassing.

**Art. 6.** § 1. De kosten voor personeel mogen aangerekend worden op de kosten voor activiteiten.

Het maximum bedrag dat aangerekend mag worden, overeenkomstig artikel 3, § 3, bedraagt :

- 1° 10 % voor de activiteiten bepaald in de artikelen 2, § 1, 1° tot 4° en 2, § 3;
- 2° 100 % voor de activiteiten bepaald in artikel 2, § 2.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op centra waarvan het hen toegekend bedrag van de subsidie, berekend op basis van artikel 3, § 2, gelijk is aan of minder bedraagt dan 5.000 €.

§ 3. De vergoedingen voor de personen die niet als personeelslid van het centrum zijn ingeschakeld bij de verwezenlijking van de doelstellingen worden beschouwd als werkingskosten en zijn als dusdanig aanvaardbaar om op deze subsidie te worden aangerekend.

§ 4. Een eventuele deelname in de kosten door de gebruikers of andere deelnemers dient van de verantwoorde kosten te worden verminderd.

§ 5. Investerings- en duurzame aankopen kunnen ten laste worden genomen tot een maximumbedrag van 500 euro exclusief BTW.

§ 6. De vereffening van de kosten gedekt door dit besluit dient plaats te vinden tijdens de looptijd van dit besluit.

**Art. 7.** § 1. Om het gebruik van de subsidies te verantwoorden dient het centrum vóór 28 februari 2018 een elektronisch verslag in, bestaande uit de gegevens betreffende de activiteiten en een financieel overzicht. Dit rapport dient via de webapplicatie "Uniek Jaarverslag" te worden overgemaakt.

De originele bewijsstukken blijven ter beschikking met het oog op de controle op het gebruik van de subsidie.

Het centrum mag in zijn elektronisch verslag alle activiteiten opnemen die binnen de doelstellingen van de subsidie vallen, zelfs indien uit het financieel overzicht blijkt dat de som van deze activiteiten, voor één of meerdere van de doelstellingen, de aan het centrum toegekende subsidie overschrijdt. Dit surplus aan activiteiten wordt behandeld overeenkomstig artikel 8.

§ 2. Les montants non utilisés ou non justifiés seront remboursés à l'État au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le SPP Intégration sociale contrôlera les rapports électroniques soumis et effectuera les deux calculs suivants:

- additionner les montants des subventions qui n'ont pas été utilisés pour obtenir un seul montant total cumulé pour tous les centres. Ce montant est appelé ci-après "l'excédent de subvention";
- additionner les montants des activités qui ont été utilisés et correctement justifiés, mais qui dépassent la subvention octroyée au centre, pour obtenir un seul montant total cumulé pour tous les centres. Ce montant est appelé ci-après "l'excédent d'activités".

§ 2. Si l'excédent de subvention est supérieur ou égal à l'excédent d'activités, l'excédent d'activités sera totalement restitué au centre.

§ 3. Si l'excédent de subvention est inférieur à l'excédent d'activités, l'excédent de subvention sera réparti entre les centres qui ont un excédent d'activités conformément à la clé de répartition prévue à l'article 3, § 2, la part maximale que chaque centre peut recevoir étant limitée au montant des activités, qui ont été utilisés et correctement justifiés, et qui dépasse la subvention déjà octroyée au centre.

**Art. 9.** La période de subvention du présent arrêté court du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 11.** Le ministre ayant l'Intégration sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME,  
de l'Agriculture et de l'Intégration sociale,  
W. BORSUS

Annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 2017 portant des mesures de promotion de la participation et de l'activation sociale des usagers des services des centres publics d'action sociale pour l'année 2017.

§ 2. De niet gebruikte of niet verantwoorde bedragen zullen ten laatste op 1 november 2018 aan de Staat worden terugbetaald.

**Art. 8. § 1.** De POD Maatschappelijke Integratie zal de ingediende elektronische verslagen controleren en de volgende twee berekeningen maken :

- de bedragen van de subsidies die niet gebruikt werden optellen tot één samengevoegd totaalbedrag voor alle centra. Dit bedrag wordt hierna "het subsidie-overschot" genoemd;
- de bedragen van de activiteiten die gebruikt en correct verantwoord werden, maar die de aan het centrum toegekende subsidie overschrijden, optellen tot één samengevoegd totaalbedrag voor alle centra. Dit bedrag wordt hierna "het activiteiten-overschot" genoemd.

§ 2. Indien het subsidie-overschot groter is dan of gelijk is aan het activiteitenoverschot zal het activiteitenoverschot volledig vergoed worden aan het centrum.

§ 3. Indien het subsidie-overschot kleiner is dan het activiteitenoverschot zal het subsidie-overschot worden verdeeld onder de centra met een activiteitenoverschot overeenkomstig de verdeelsleutel voorzien in artikel 3, § 2, waarbij het aandeel dat elk centrum maximaal kan ontvangen, beperkt is tot het bedrag van de activiteiten, die gebruikt en correct verantwoord werden, en dat de aan het centrum reeds toegekende subsidie overschrijdt.

**Art. 9.** De subsidieperiode van dit besluit loopt van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2017.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

**Art. 11.** De minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,  
Landbouw en Maatschappelijke Integratie,  
W. BORSUS

Bijlage bij het koninklijk besluit van 10 januari 2017 houdende maatregelen ter bevordering van de participatie en sociale activering van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor het jaar 2017.

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
41002	AALST	€ 73.935,00
44001	AALTER	€ 6.480,00
24001	AARSCHOT	€ 14.073,00
11001	AARTSELAAR	€ 4.400,00
23105	AFFLIGEM	€ 3.510,00
52074	AISEAU-PRESLES	€ 21.521,00
73001	ALKEN	€ 5.351,00
38002	ALVERINGEM	€ 2.264,00
61003	AMAY	€ 23.967,00
63001	AMEL	€ 3.141,00
92003	ANDENNE	€ 42.925,00
21001	ANDERLECHT	€ 501.781,00
56001	ANDERLUES	€ 19.074,00
91005	ANHEE	€ 7.459,00
62003	ANS	€ 54.366,00
61079	ANTHISNES	€ 2.681,00
57003	ANTOING	€ 8.957,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
11002	ANTWERPEN	€ 895.736,00
34002	ANZEGEM	€ 4.432,00
37020	ARDOOIE	€ 3.474,00
13001	ARENDONK	€ 4.933,00
81001	ARLON	€ 29.032,00
71002	AS	€ 3.369,00
23002	ASSE	€ 24.951,00
43002	ASSENEDE	€ 5.350,00
92006	ASSESE	€ 3.680,00
51004	ATH	€ 42.060,00
81003	ATTERT	€ 1.559,00
81004	AUBANGE	€ 11.824,00
63003	AUBEL	€ 3.075,00
21002	AUDERGHEM/OUDEGHEM	€ 48.555,00
34003	AVELGEM	€ 4.424,00
62006	AWANS	€ 9.516,00
62009	AYWAILLE	€ 17.953,00
13002	BAARLE-HERTOG	€ 1.126,00
63004	BAELEN	€ 3.117,00
13003	BALEN	€ 8.063,00
62011	BASSENGE	€ 8.481,00
82003	BASTOGNE	€ 17.840,00
56005	BEAUMONT	€ 11.004,00
91013	BEAURAING	€ 14.030,00
25005	BEAUVECHAIN	€ 2.113,00
31003	BEERNEM	€ 6.903,00
13004	BEERSE	€ 5.282,00
23003	BEERSEL	€ 11.264,00
24007	BEGIJNENDIJK	€ 2.493,00
24008	BEKKEVOORT	€ 2.180,00
51008	BELOEIL	€ 17.628,00
21003	BERCHEM-SAINTE-AGATHE/SINT-AGATHA-BERCHEM	€ 51.500,00
71004	BERINGEN	€ 24.871,00
12002	BERLAAR	€ 6.064,00
42003	BERLARE	€ 7.485,00
64008	BERLOZ	€ 2.342,00
51009	BERNISSART	€ 17.935,00
24009	BERTEM	€ 2.389,00
82005	BERTOGNE	€ 2.135,00
84009	BERTRIX	€ 14.764,00
23009	BEVER	€ 943,00
46003	BEVEREN	€ 30.919,00
62015	BEYNE-HEUSAY	€ 22.781,00
24011	BIERBEEK	€ 3.775,00
91015	BIEVRE	€ 4.018,00
73006	BILZEN	€ 19.636,00
56011	BINCHE	€ 58.388,00
31004	BLANKENBERGE	€ 20.920,00
62119	BLEGNY	€ 9.779,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
72003	BOCHOLT	€ 6.501,00
11004	BOECHOUT	€ 5.884,00
12005	BONHEIDEN	€ 4.951,00
11005	BOOM	€ 12.752,00
24014	BOORTMEERBEEK	€ 3.465,00
73009	BORGLOON	€ 4.159,00
12007	BORNEM	€ 7.262,00
11007	BORSBEEK	€ 8.442,00
84010	BOUILLON	€ 9.798,00
53014	BOUSSU	€ 56.567,00
24016	BOUTERSEM	€ 3.066,00
25014	BRAINE-L'ALLEUD	€ 24.675,00
25015	BRAINE-LE-CHATEAU	€ 6.096,00
55004	BRAINE-LE-COMTE	€ 25.100,00
64015	BRAIVES	€ 3.455,00
45059	BRAKEL	€ 5.362,00
11008	BRASSCHAAT	€ 16.513,00
11009	BRECHT	€ 9.263,00
35002	BREDENE	€ 11.387,00
72004	BREE	€ 7.375,00
51012	BRUGELETTE	€ 2.280,00
31005	BRUGGE	€ 78.042,00
57093	BRUNEHAUT	€ 8.503,00
21004	BRUXELLES/BRUSSEL	€ 732.198,00
42004	BUGGENHOUT	€ 5.186,00
63012	BULLANGE	€ 3.219,00
61010	BURDINNE	€ 2.028,00
63087	BURG-REULAND	€ 2.046,00
63013	BUTGENBACH	€ 3.648,00
57018	CELLES	€ 3.986,00
93010	CERFONTAINE	€ 4.403,00
52010	CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	€ 21.109,00
52011	CHARLEROI	€ 705.610,00
25117	CHASTRE	€ 4.897,00
52012	CHATELET	€ 118.975,00
62022	CHAUDFONTAINE	€ 21.774,00
25018	CHAUMONT-GISTOUX	€ 8.131,00
51014	CHIEVRES	€ 5.196,00
56016	CHIMAY	€ 23.095,00
85007	CHINY	€ 5.838,00
91030	CINEY	€ 26.638,00
61012	CLAVIER	€ 3.705,00
53082	COLFONTAINE	€ 56.365,00
62026	COMBLAIN-AU-PONT	€ 6.040,00
54010	COMINES-WARNETON	€ 17.158,00
52015	COURCELLES	€ 62.118,00
25023	COURT-SAINT-ETIENNE	€ 8.985,00
93014	COUVIN	€ 35.516,00
64021	CRISNEE	€ 1.292,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
62027	DALHEM	€ 3.827,00
31006	DAMME	€ 3.230,00
84016	DAVERDISSE	€ 1.520,00
35029	DE HAAN	€ 6.696,00
38008	DE PANNE	€ 9.560,00
44012	DE PINTE	€ 2.523,00
34009	DEERLIJK	€ 5.201,00
44011	DEINZE	€ 12.589,00
41011	DENDERLEEUV	€ 14.029,00
42006	DENDERMONDE	€ 30.814,00
37002	DENTERGEM	€ 2.993,00
13006	DESSEL	€ 3.104,00
44013	DESTELBERGEN	€ 4.974,00
71011	DIEPENBEEK	€ 8.975,00
24020	DIEST	€ 14.182,00
32003	DIKSMUIDE	€ 11.160,00
23016	DILBEEK	€ 23.064,00
72041	DILSEN-STOKKEM	€ 12.343,00
91034	DINANT	€ 30.733,00
63020	DISON	€ 76.598,00
93018	DOISCHE	€ 1.708,00
64023	DONCEEL	€ 757,00
53020	DOUR	€ 29.330,00
23098	DROGENBOS	€ 4.758,00
12009	DUFFEL	€ 9.361,00
83012	DURBUY	€ 19.625,00
55050	ECAUSSINNES	€ 14.364,00
11013	EDEGEM	€ 14.034,00
43005	EEKLO	€ 19.334,00
92035	EGHEZEE	€ 7.370,00
51017	ELLEZELLES	€ 3.839,00
55010	ENGHIEN	€ 9.438,00
61080	ENGIS	€ 12.470,00
83013	EREZEE	€ 4.537,00
41082	ERPE-MERE	€ 6.805,00
56022	ERQUELINNES	€ 18.360,00
62032	ESNEUX	€ 13.995,00
11016	ESSEN	€ 10.132,00
57027	ESTAIMPUIS	€ 4.808,00
56085	ESTINNES	€ 11.861,00
85009	ETALLE	€ 2.619,00
21005	ETTERBEEK	€ 147.584,00
63023	EUPEN	€ 49.181,00
21006	EVERE	€ 145.521,00
44019	EVERGEM	€ 12.471,00
64076	FAIMES	€ 2.859,00
52018	FARCIENNES	€ 33.295,00
82009	FAUVILLERS	€ 1.832,00
92138	FERNELMONT	€ 4.627,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
61019	FERRIERES	€ 3.688,00
64025	FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	€ 1.588,00
62120	FLEMALLE	€ 49.160,00
62038	FLERON	€ 30.695,00
52021	FLEURUS	€ 32.733,00
51019	FLOBECQ	€ 2.444,00
92045	FLOREFFE	€ 4.401,00
93022	FLORENNES	€ 20.358,00
85011	FLORENVILLE	€ 6.319,00
52022	FONTAINE-L'EVEQUE	€ 53.815,00
21007	FOREST/VORST	€ 213.712,00
92048	FOSES-LA-VILLE	€ 15.499,00
53028	FRAMERIES	€ 45.745,00
51065	FRASNES-LEZ-ANVAING	€ 8.207,00
56029	FROIDCHAPELLE	€ 5.643,00
23023	GALMAARDEN	€ 3.170,00
21008	GANSHOREN	€ 33.566,00
44020	GAVERE	€ 4.560,00
91054	GEDINNE	€ 4.431,00
13008	GEEL	€ 33.386,00
64029	GEER	€ 2.003,00
24028	GEETBETS	€ 2.327,00
92142	GEMBLOUX	€ 28.270,00
25031	GENAPPE	€ 8.044,00
71016	GENK	€ 55.104,00
44021	GENT	€ 507.393,00
41018	GERAARDSBERGEN	€ 29.666,00
52025	GERPINNES	€ 10.884,00
92054	GESVES	€ 4.340,00
71017	GINGELOM	€ 2.835,00
35005	GISTEL	€ 6.706,00
24137	GLABBEEK	€ 1.731,00
23024	GOOIK	€ 3.186,00
82037	GOUVY	€ 3.458,00
62118	GRACE-HOLLOGNE	€ 38.940,00
25037	GREZ-DOICEAU	€ 4.918,00
23025	GRIMBERGEN	€ 20.891,00
13010	GROBBENDONK	€ 5.351,00
24033	HAACHT	€ 3.981,00
41024	HAALTERT	€ 9.023,00
85046	HABAY	€ 5.045,00
71020	HALEN	€ 5.030,00
23027	HALLE	€ 21.804,00
71069	HAM	€ 4.381,00
42008	HAMME	€ 11.297,00
61024	HAMOIR	€ 5.568,00
91059	HAMOIS	€ 5.162,00
72037	HAMONT-ACHEL	€ 6.659,00
56086	HAM-SUR-HEURE-NALINNES	€ 6.375,00



NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
64034	HANNUT	€ 17.151,00
34013	HARELBEKE	€ 14.021,00
71022	HASSELT	€ 62.979,00
91142	HASTIERE	€ 10.744,00
91064	HAVELANGE	€ 4.663,00
72038	HECHTEL-EKSEL	€ 7.044,00
73022	HEERS	€ 4.000,00
12014	HEIST-OP-DEN-BERG	€ 22.643,00
25118	HELECINE	€ 1.386,00
11018	HEMIKSEM	€ 4.770,00
53039	HENSIES	€ 14.714,00
84029	HERBEUMONT	€ 2.677,00
24038	HERENT	€ 8.689,00
13011	HERENTALS	€ 18.676,00
13012	HERENTHOUT	€ 3.978,00
71024	HERK-DE-STAD	€ 5.627,00
23032	HERNE	€ 3.376,00
61028	HERON	€ 3.937,00
13013	HERSELT	€ 8.305,00
62051	HERSTAL	€ 91.735,00
73028	HERSTAPPE	€ 42,00
63035	HERVE	€ 19.619,00
41027	HERZELE	€ 6.306,00
71070	HEUSDEN-ZOLDER	€ 18.113,00
33039	HEUVELLAND	€ 3.298,00
24041	HOEGAARDEN	€ 3.543,00
23033	HOEILAART	€ 2.973,00
73032	HOESELT	€ 4.240,00
24043	HOLSBEEK	€ 1.886,00
53083	HONNELLES	€ 5.923,00
36006	HOOGLEDE	€ 3.948,00
13014	HOOGSTRATEN	€ 7.810,00
45062	HOREBEKE	€ 542,00
83028	HOTTON	€ 6.940,00
82014	HOUFFALIZE	€ 4.980,00
72039	HOUTHALEN-HELCHTEREN	€ 20.210,00
32006	HOUTHULST	€ 4.515,00
91072	HOUYET	€ 5.974,00
11021	HOVE	€ 2.010,00
24045	HULDENBERG	€ 4.449,00
13016	HULSHOUT	€ 4.026,00
61031	HUY	€ 79.245,00
35006	ICHTEGEM	€ 7.129,00
33011	IEPER	€ 25.618,00
25043	INCOURT	€ 2.253,00
36007	INGELMUNSTER	€ 6.397,00
25044	ITTRE	€ 3.524,00
21009	IXELLES/ELSENE	€ 239.775,00
36008	IZEGEM	€ 20.149,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
31012	JABBEKE	€ 4.418,00
63038	JALHAY	€ 5.279,00
92140	JEMEPPE-SUR-SAMBRE	€ 27.276,00
21010	JETTE	€ 120.697,00
25048	JODOIGNE	€ 15.928,00
62060	JUPRELLE	€ 6.890,00
53044	JURBISE	€ 3.669,00
11022	KALMTHOUT	€ 9.217,00
23038	KAMPENHOUT	€ 3.567,00
11023	KAPELLEN	€ 8.190,00
23039	KAPELLE-OP-DEN-BOS	€ 3.511,00
43007	KAPRIJKE	€ 1.933,00
13017	KASTERLEE	€ 8.632,00
24048	KEERBERGEN	€ 3.421,00
63040	KELMIS	€ 21.620,00
72018	KINROOI	€ 5.865,00
45060	KLUISBERGEN	€ 2.438,00
44029	KNESSELARE	€ 3.016,00
31043	KNOKKE-HEIST	€ 14.909,00
32010	KOEKELARE	€ 3.845,00
21011	KOEKELBERG	€ 63.209,00
38014	KOKSIJDE	€ 11.885,00
11024	KONTICH	€ 12.295,00
32011	KORTEMARK	€ 5.377,00
24054	KORTENAKEN	€ 3.182,00
24055	KORTENBERG	€ 6.729,00
73040	KORTESSEM	€ 3.024,00
34022	KORTRIJK	€ 82.443,00
23099	KRAAINEM	€ 7.230,00
46013	KRUIBEKE	€ 10.282,00
45017	KRUISHOUTEM	€ 2.206,00
34023	KUURNE	€ 8.308,00
92141	LA BRUYERE	€ 4.428,00
25050	LA HULPE	€ 2.807,00
55022	LA LOUVIERE	€ 244.781,00
83031	LA ROCHE-EN-ARDENNE	€ 4.486,00
13053	LAAKDAL	€ 6.642,00
42010	LAARNE	€ 4.552,00
73042	LANAKEN	€ 15.326,00
24059	LANDEN	€ 8.894,00
33040	LANGEMARK-POELKAPELLE	€ 4.252,00
25119	LASNE	€ 6.218,00
55035	LE ROEULX	€ 8.939,00
42011	LEBBEKE	€ 7.430,00
41034	LEDE	€ 10.583,00
36010	LEDEGEM	€ 3.866,00
84033	LEGLISE	€ 2.514,00
34025	LENDELEDE	€ 2.172,00
23104	LENNIK	€ 4.303,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
53046	LENS	€ 3.101,00
71034	LEOPOLDSBURG	€ 9.783,00
52075	LES BONS VILLERS	€ 7.544,00
55023	LESSINES	€ 26.584,00
24062	LEUVEN	€ 123.975,00
57094	LEUZE-EN-HAINAUT	€ 15.619,00
84035	LIBIN	€ 4.033,00
84077	LIBRAMONT-CHEVIGNY	€ 10.666,00
36011	LICHTERVELDE	€ 2.707,00
23044	LIEDEKERKE	€ 9.172,00
62063	LIEGE	€ 1.042.974,00
12021	LIER	€ 40.646,00
45063	LIERDE	€ 1.762,00
63045	LIERNEUX	€ 2.467,00
13019	LILLE	€ 6.964,00
63046	LIMBOURG	€ 8.117,00
64047	LINCENT	€ 1.903,00
23100	LINKEBEEK	€ 2.620,00
11025	LINT	€ 3.922,00
24133	LINTER	€ 2.987,00
56044	LOBBES	€ 5.518,00
44034	LOCHRISTI	€ 7.191,00
46014	LOKEREN	€ 26.253,00
72020	LOMMEL	€ 18.297,00
23045	LONDERZEEL	€ 7.066,00
63048	LONTZEN	€ 3.230,00
32030	LO-RENINGE	€ 1.761,00
44036	LOVENDEGEM	€ 4.047,00
24066	LUBBEEK	€ 4.673,00
71037	LUMMEN	€ 5.466,00
45064	MAARKEDAL	€ 1.614,00
72021	MAASEIK	€ 12.533,00
73107	MAASMECHELEN	€ 26.218,00
23047	MACHELEN	€ 14.136,00
43010	MALDEGEM	€ 11.353,00
11057	MALLE	€ 6.993,00
63049	MALMEDY	€ 19.749,00
52043	MANAGE	€ 56.775,00
83055	MANHAY	€ 2.723,00
83034	MARCHE-EN-FAMENNE	€ 28.914,00
61039	MARCHIN	€ 6.649,00
81013	MARTELANGE	€ 2.142,00
12025	MECHELEN	€ 118.194,00
13021	MEERHOUT	€ 5.614,00
72040	MEEUWEN-GRUITRODE	€ 4.979,00
23050	MEISE	€ 5.679,00
85024	MEIX-DEVANT-VIRTON	€ 2.082,00
44040	MELLE	€ 5.533,00
34027	MENEN	€ 32.126,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
56049	MERBES-LE-CHATEAU	€ 5.959,00
23052	MERCHTEM	€ 10.941,00
44043	MERELBEKE	€ 9.629,00
13023	MERKSPLAS	€ 4.454,00
33016	MESEN	€ 819,00
81015	MESSANCY	€ 4.569,00
92087	METTET	€ 13.419,00
37007	MEULEBEKE	€ 4.616,00
35011	MIDDELKERKE	€ 19.590,00
61041	MODAVE	€ 2.770,00
44045	MOERBEKE	€ 1.733,00
13025	MOL	€ 26.010,00
21012	MOLENBEEK-SAINT-JEAN/SINT-JANS-MOLENBEEK	€ 563.967,00
56051	MOMIGNIES	€ 8.196,00
53053	MONS	€ 289.641,00
57095	MONT-DE-L'ENCLUS	€ 1.758,00
52048	MONTIGNY-LE-TILLEUL	€ 8.884,00
25068	MONT-SAINT-GUIBERT	€ 4.790,00
36012	MOORSLEDE	€ 5.032,00
56087	MORLANWELZ	€ 27.246,00
11029	MORTSEL	€ 21.855,00
54007	MOUSCRON	€ 96.878,00
85026	MUSSON	€ 3.623,00
92094	NAMUR	€ 311.430,00
61043	NANDRIN	€ 2.462,00
83040	NASSOGNE	€ 4.881,00
44048	NAZARETH	€ 4.268,00
72025	NEERPELT	€ 7.900,00
84043	NEUFCHATEAU	€ 6.663,00
62121	NEUPRE	€ 4.005,00
44049	NEVELE	€ 5.848,00
11030	NIEL	€ 4.866,00
71045	NIEUWERKERKEN	€ 3.105,00
38016	NIEUWPOORT	€ 9.543,00
12026	NIJLEN	€ 9.847,00
41048	NINOVE	€ 27.908,00
25072	NIVELLES	€ 27.540,00
92097	OHEY	€ 3.528,00
13029	OLEN	€ 6.062,00
63057	OLNE	€ 2.154,00
91103	ONHAYE	€ 3.845,00
35013	OOSTENDE	€ 128.119,00
44052	OOSTERZELE	€ 4.570,00
31022	OOSTKAMP	€ 8.894,00
37010	OOSTROZEBEKE	€ 2.583,00
71047	OPGLABBEEK	€ 4.164,00
23060	OPWIJK	€ 6.585,00
64056	OREYE	€ 4.285,00
25120	ORP-JAUCHE	€ 5.453,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
25121	OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	€ 52.792,00
45035	OUDENAARDE	€ 18.528,00
35014	OUDENBURG	€ 3.524,00
24086	OUD-HEVERLEE	€ 1.980,00
13031	OUD-TURNHOUT	€ 3.328,00
61048	OUFFET	€ 2.954,00
62079	OUPEYE	€ 31.001,00
23062	OVERIJSE	€ 5.875,00
72029	OVERPELT	€ 6.991,00
84050	PALISEUL	€ 5.748,00
57062	PECQ	€ 3.958,00
72030	PEER	€ 9.656,00
23064	PEPINGEN	€ 1.530,00
63058	PEPINSTER	€ 12.129,00
57064	PERUWELZ	€ 26.578,00
25084	PERWEZ	€ 5.470,00
93056	PHILIPPEVILLE	€ 11.573,00
37011	PITTEM	€ 2.530,00
63088	PLOMBIERES	€ 7.180,00
52055	PONT-A-CELLES	€ 15.412,00
33021	POPERINGE	€ 10.888,00
92101	PROFONDEVILLE	€ 7.916,00
12029	PUTTE	€ 6.683,00
12030	PUURS	€ 6.261,00
53065	QUAREGNON	€ 53.710,00
53084	QUEVY	€ 5.144,00
53068	QUIEVRAIN	€ 13.549,00
63061	RAEREN	€ 11.513,00
25122	RAMILLIES	€ 2.259,00
11035	RANST	€ 7.412,00
13035	RAVELS	€ 5.480,00
25123	REBECQ	€ 10.201,00
64063	REMICOURT	€ 2.954,00
83044	RENDEUX	€ 2.629,00
13036	RETIE	€ 4.642,00
73066	RIEMST	€ 6.669,00
13037	RIJKEVORSEL	€ 4.436,00
25091	RIXENSART	€ 14.361,00
91114	ROCHEFORT	€ 20.961,00
36015	ROESELARE	€ 73.213,00
45041	RONSE	€ 19.979,00
23097	ROOSDAAL	€ 3.681,00
24094	ROTSELAAR	€ 5.860,00
85047	ROUVROY	€ 3.483,00
37012	RUISELEDE	€ 1.886,00
57072	RUMES	€ 3.337,00
11037	RUMST	€ 4.295,00
82038	SAINTE-ODE	€ 2.613,00
64065	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	€ 10.301,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
53070	SAINT-GHISLAIN	€ 44.090,00
21013	SAINT-GILLES/SINT-GILLIS	€ 209.674,00
84059	SAINT-HUBERT	€ 7.587,00
21014	SAINT-JOSSE-TEN-NOODE/SINT-JOOST-TEN-NODE	€ 158.754,00
85034	SAINT-LEGER	€ 2.368,00
62093	SAINT-NICOLAS	€ 59.176,00
92137	SAMBREVILLE	€ 56.537,00
63067	SANKT-VITH	€ 7.882,00
21015	SCHAARBEEK/SCHAARBEEK	€ 640.077,00
11038	SCHELLE	€ 2.877,00
24134	SCHERPENHEUVEL-ZICHEM	€ 9.514,00
11039	SCHILDE	€ 3.582,00
11040	SCHOTEN	€ 18.946,00
52063	SENEFFE	€ 10.847,00
62096	SERAING	€ 233.464,00
55039	SILLY	€ 2.462,00
12034	SINT-AMANDS	€ 3.277,00
23101	SINT-GENESIUS-RODE	€ 9.404,00
46020	SINT-GILLIS-WAAS	€ 9.564,00
12035	SINT-KATELIJNE-WAVER	€ 8.839,00
43014	SINT-LAUREINS	€ 2.741,00
41063	SINT-LIEVENS-HOUTEM	€ 4.262,00
44064	SINT-MARTENS-LATEM	€ 2.611,00
46021	SINT-NIKLAAS	€ 96.726,00
23077	SINT-PIETERS-LEEUV	€ 18.753,00
71053	SINT-TRUIDEN	€ 30.067,00
56088	SIVRY-RANCE	€ 5.265,00
55040	SOIGNIES	€ 40.593,00
92114	SOMBREFFE	€ 8.126,00
91120	SOMME-LEUZE	€ 5.797,00
62099	SOUMAGNE	€ 17.696,00
63072	SPA	€ 18.903,00
34043	SPIERE-HELKIJN	€ 1.801,00
62100	SPRIMONT	€ 10.403,00
11044	STABROEK	€ 5.497,00
36019	STADEN	€ 4.944,00
63073	STAVELOT	€ 11.075,00
23081	STEENOKKERZEEL	€ 4.156,00
46024	STEKENE	€ 8.698,00
63075	STOUMONT	€ 2.652,00
84068	TELLIN	€ 2.302,00
46025	TEMSE	€ 19.140,00
83049	TENNEVILLE	€ 2.009,00
23086	TERNAT	€ 4.294,00
24104	TERVUREN	€ 6.058,00
71057	TESSENDERLO	€ 8.521,00
63076	THEUX	€ 9.032,00
63089	THIMISTER-CLERMONT	€ 3.408,00
56078	THUIN	€ 15.554,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
37015	TIELT	€ 13.318,00
24135	TIELT-WINGE	€ 3.302,00
24107	TIENEN	€ 33.067,00
61081	TINLOT	€ 1.800,00
85039	TINTIGNY	€ 2.594,00
73083	TONGEREN	€ 25.672,00
31033	TORHOUT	€ 10.537,00
57081	TOURNAI	€ 160.296,00
24109	TREMELO	€ 5.032,00
63086	TROIS-PONTS	€ 2.154,00
62122	TROOZ	€ 13.062,00
25105	TUBIZE	€ 31.373,00
13040	TURNHOUT	€ 63.373,00
21016	UCCLE/UKKEL	€ 117.071,00
82036	VAUX-SUR-SURE	€ 1.961,00
61063	VERLAINE	€ 2.169,00
63079	VERVIERS	€ 221.433,00
38025	VEURNE	€ 7.269,00
82032	VIELSALM	€ 8.507,00
25107	VILLERS-LA-VILLE	€ 7.591,00
61068	VILLERS-LE-BOUILLET	€ 5.771,00
23088	VILVOORDE	€ 40.167,00
93090	VIROINVAL	€ 11.351,00
85045	VIRTON	€ 20.338,00
62108	WISE	€ 32.610,00
33041	VLETEREN	€ 1.794,00
73109	VOEREN	€ 1.817,00
13044	VORSELAAR	€ 4.707,00
13046	VOSELAAR	€ 3.656,00
91143	VRESSE-SUR-SEMOIS	€ 3.868,00
44072	WAARSCHOOT	€ 3.726,00
42023	WAASMUNSTER	€ 6.102,00
44073	WACHTEBEKE	€ 3.501,00
63080	WAIMES	€ 7.268,00
93088	WALCOURT	€ 22.342,00
25124	WALHAIN	€ 5.545,00
61072	WANZE	€ 21.557,00
34040	WAREGEM	€ 19.912,00
64074	WAREMME	€ 10.718,00
64075	WASSEIGES	€ 2.465,00
25110	WATERLOO	€ 13.093,00

NIS CPAS — OCMW	COMMUNE — GEMEENTE	MONTANT — BEDRAG
21017	WATERMAEL-BOISFORT / WATERMAAL-BOSVOORDE	€ 45.905,00
25112	WAVRE	€ 23.414,00
63084	WELKENRAEDT	€ 12.005,00
73098	WELLEN	€ 2.951,00
84075	WELLIN	€ 3.172,00
23102	WEMMEL	€ 9.961,00
33029	WERVIK	€ 10.077,00
13049	WESTERLO	€ 10.185,00
42025	WETTEREN	€ 24.233,00
34041	WEVELGEM	€ 15.330,00
23103	WEZEMBEEK-OPPEM	€ 6.770,00
42026	WICHELEN	€ 5.113,00
37017	WIELSBEKE	€ 4.360,00
11050	WIJNEGEM	€ 3.325,00
12040	WILLEBROEK	€ 28.076,00
37018	WINGENE	€ 5.025,00
21018	WOLUWE-SAINT-LAMBERT / SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE	€ 108.856,00
21019	WOLUWE-SAINT-PIERRE / SINT-PIETERS-WOLUWE	€ 33.323,00
11052	WOMMELGEM	€ 4.163,00
45061	WORTEGEM-PETEGEM	€ 1.391,00
11053	WUUSTWEZEL	€ 8.577,00
91141	YVOIR	€ 7.952,00
11054	ZANDHOVEN	€ 5.507,00
23094	ZAVENTEM	€ 15.618,00
31040	ZEDELGEM	€ 9.810,00
42028	ZELE	€ 11.367,00
43018	ZELZATE	€ 11.298,00
23096	ZEMST	€ 5.252,00
45057	ZINGEM	€ 1.887,00
11055	ZOERSEL	€ 8.502,00
44080	ZOMERGEM	€ 2.406,00
71066	ZONHOVEN	€ 9.623,00
33037	ZONNEBEKE	€ 4.792,00
41081	ZOTTEGEM	€ 10.918,00
24130	ZOUTLEEUW	€ 3.339,00
31042	ZUIENKERKE	€ 749,00
44081	ZULTE	€ 4.805,00
71067	ZUTENDAAL	€ 2.534,00
45065	ZWALM	€ 2.172,00
34042	ZWEVEGEM	€ 9.020,00
11056	ZWIJNDRECHT	€ 12.596,00
	<b>TOTAL / TOTAAL</b>	<b>€ 15.906.995,00</b>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,  
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,  
W. BORSUS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,  
Landbouw en Maatschappelijke Integratie,  
W. BORSUS